

Pourquoi le fascisme n'a-t-il pas « pris » en France ?

par Henri BRUGMANS,
Recteur du Collège d'Europe (Bruges).

★

Incontestablement, le Fascisme a été la grande nouveauté idéologique de l'entre-deux-guerres.

Le Libéralisme, la plus ancienne des tendances politiques modernes, date de la Révolution française et de l'ère napoléonienne. D'ailleurs, dès avant 1789, Tom Paine se servit du mot *liberal*, et, une génération plus tard, les *liberales* espagnols s'opposèrent violemment aux *serviles*. Vieille doctrine donc et vieux courant.

La Démocratie chrétienne naquit essentiellement du séculaire conflit européen, entre l'Eglise et l'Etat, la Papauté et l'Empire (1). Traditionaliste de pensée, elle devint de plus en plus perméable aux idées nouvelles susceptibles d'améliorer la condition ouvrière ; se plaçant politiquement « à droite » des libéraux, la Démocratie chrétienne les dépassa souvent par l'audace de ses conceptions sociales : *Rerum Novarum* et la naissance de syndicats chrétiens furent un fort stimulant dans cette direction.

De son côté, le Socialisme, relativement tard venu dans le tableau des partis en Europe, se dégagait avec une force croissante à partir des années 1880-1890 ; en Allemagne, notamment, mais aussi ailleurs, il parut le grand mouvement d'avenir, avançant avec régularité et quelquefois par bonds ; on pourrait défendre la thèse que la Socialdémocratie internationale n'a jamais été plus puissante ni plus heureuse qu'avant 1914.

Enfin, le Communisme, *off-spring* du mouvement socialiste, n'est vraiment apparu à l'opinion européenne qu'au moment de la Révolution d'octobre 1917. Mais, bien avant, il avait déjà mûri dans la clandestinité et l'émigration russes : la brochure de Lénine, *Que Faire ?*, date de 1902, et lorsque la

troisième Internationale se forma après la guerre, elle trouva au moins deux partis tout prêts à se joindre à elle : un en Bulgarie et un autre aux Pays-Bas. Bref, même le Communisme, si nouveau après 1918, avait pourtant déjà quelques racines dans l'univers d'avant 1914.

Ainsi, les quatre principaux courants — chacun avec ses variétés nationales — n'avaient pas à se créer *ex nihilo* après la première guerre mondiale. Ils se réclamaient d'une continuité et s'efforçaient de se regrouper, en reprenant leurs traditions d'avant le conflit. Pour les trois courants démocratiques, notamment, c'était « business as usual ».

Au contraire, le Fascisme, lui, est né de la situation d'après-guerre, de la solidarité des tranchées, des amertumes d'une humiliation nationale ou d'une victoire frustrée, de l'antibolchévisme et d'une sorte d'anticapitalisme nouveau. Enfin, il a reçu un excitant puissant de la crise des années 1930 et de l'usure des partis « anciens ». Dominant la scène ou, tout au moins, influençant profondément le jeu politique en Europe, il prit une part prépondérante dans l'éclatement et le déroulement de la deuxième guerre mondiale. Mais celle-ci devait le tuer. Après 1945, il ne vivota plus que clandestinement (2), sans être en prise directe sur le cours des événements.

(1) Cf. Sidney Z. Ehler and John B. Morrall, *Church and State through the Centuries*, London, Burns and Oates, 1954.

(2) Cette vie clandestine serait, pourtant, un beau sujet à étudier. Aussi avons-nous ouvert avec grand intérêt le livre du Sud-Africain Dennis Eisenberg, *Fascistes et Nazis d'Aujourd'hui* (traduit de l'anglais par Catherine James, Paris, Albin Michel, 1963). Malheureusement, cet ouvrage fourmille d'inexactitudes, de noms propres et de titres mal orthographiés, d'informations fantaisistes. Ainsi, on apprend que « Dans la « ceinture rouge » de Reggio Emilia, cité ouvrière de Gênes, il y eut cinq tués » (p. 99) et que le Cardinal Bèa se trouve « à la tête du secrétariat du Vatican ». N'insistons pas.

Bien sûr, il y a des parallèles à établir avec des mouvements antérieurs. Quiconque lit, dans *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon* de Marx, la description des troupes de choc du Prince Président, est amené à comparer ce mouvement-là avec le Fascisme moderne. D'autres comparaisons pourraient être développées. Il n'empêche que le Fascisme, comme phénomène international, est lié essentiellement — et jusqu'à nouvel ordre, exclusivement — aux troisième et quatrième décennies de notre siècle.

Or, chose curieuse, cette originalité du phénomène fasciste qui, aujourd'hui, nous frappe si fort, non seulement échappa aux dirigeants des partis traditionnels, mais fut systématiquement cachée, niée par eux.

Pour la Gauche, le Fascisme « ne fut que » la Réaction de toujours, devenue seulement plus démagogique dans son programme et plus violent dans ses méthodes. Pour la Droite, il « ne fut que » le vieil allié patriotique, un peu jeune, certes, et trop turbulent mais, somme toute, assez sympathique. Comme les uns et les autres se persuadaient que la « Grande Guerre » n'avait été qu'un intermède et que rien de fondamental n'était changé, il en résultait, pour eux, que le nouveau-venu lui aussi, devait recevoir son étiquette appropriée, selon les critères de la « belle époque ».

Cette manie de ne pas voir ce que le Fascisme avait de neuf — donc de séduisant et de dangereux — n'a pas peu contribué à la défaite finale des démocraties dans plusieurs pays.

En Italie, les libéraux de la tradition giolittienne, essayèrent de ruser avec Mussolini, comme leur maître avait tâché de le faire avec les socialistes : en vain. Le mouvement ouvrier, de son côté, s'aperçut que la menace de la grève générale — toujours instinctivement considérée comme l'arme politique absolue — pouvait s'utiliser difficilement contre un ennemi populaire que, malgré tout, on ne pouvait guère qualifier de « bourgeois ».

En Allemagne, les nationalistes se laissèrent embrigader dans le « Front de Harzbourg », avec l'illusion qu'ils en seraient les maîtres... et beaucoup de libéraux, beaucoup de socialdémocrates le croyaient avec eux (3). En fait, ce « Front » éphémère ne servit qu'à procurer à Hitler ce minimum de respectabilité dont il avait justement besoin pour l'espace de quelques mois. Quant aux partis

« marxistes », leur analyse du phénomène nazi fut toujours inadéquat. Ils sous-estimèrent leur terrible ennemi, se laissant distancer par lui en agitation nationale, voire, sociale, sans pouvoir opposer une vision d'ensemble à la vision adverse. Tout le drame fasciste n'était, pour eux, qu'un épisode, après lequel les « bataillons ouvriers » reprendraient leur marche triomphale en avant.

Nous avons parlé de l'Italie et de l'Allemagne, puisque elles sont les deux exemples les plus spectaculaires de la contagion fasciste et que l'État démocratique y succomba provisoirement. Mais aucun pays, à l'Ouest de l'URSS ne fut complètement immunisé. Certes, la situation fut différente selon les conditions nationales de chacun, selon qu'il avait été neutre ou avait participé à la guerre, selon qu'il fut vainqueur ou vaincu, selon la gravité de la crise économique et le degré plus ou moins aigu de prolétarianisation des classes moyennes. Pourtant, personne n'échappa au problème, et l'on retrouve là encore la communauté de destin de toute l'Europe ; il serait précieux de posséder une série de monographies, comparant les manifestations du phénomène fasciste, d'une nation à l'autre, au cours de cette époque.

Or, deux auteurs français ont essayé une étude de ce genre, pour leur propre pays (4). Nous aurons à la critiquer à plusieurs égards, mais elle apporte de quoi nourrir notre pensée.

Notre premier reproche est d'ordre stylistique. Pourquoi cette manie de s'exprimer dans un jargon d'ultra-intellectuel, dont on constate aisément la faiblesse dès qu'on essaye de le traduire en anglais? Prenons un exemple : « L'idéologie délirante du poujadisme se détache progressivement du présent pour s'enfermer dans les représentations substitutives qui alimentent la nostalgie de tout un groupe social » (p. 248). Une bonne statistique, montrant la pléthore du commerce de détail en France, aurait mieux fait notre affaire. Composer du philoso-

(3) Voici un petit fait anecdotique fort significatif. Lorsque Hitler se fit photographier avec son premier ministre, le hasard voulut que l'un de ses collègues, le docteur Hugenberg, chef du Parti « Deutsch National » et grand magnat du cinéma et de la presse, regardât sa montre sur la photo. Commentaire du quotidien socialiste hollandais : « Hitler — oh oui... Mais M. Hugenberg regarde l'heure qu'il est » (c'est-à-dire : c'est lui qui tire les ficelles). Quelques mois plus tard, M. Hugenberg avait disparu à jamais de l'histoire...

(4) J. Plumyène et R. Lasierria, *Les Fascismes français*, (1923-1963), Paris aux Editions du Seuil, 1963.

phique et du brillant à propos de Poujade — c'est vraiment s'éloigner du sujet.

Ensuite, et c'est plus fondamental, les auteurs parlent beaucoup des rapports entre le Fascisme sous ses différentes formes et cette « société industrielle », à laquelle Raymond Aron a consacré un cours célèbre. Nous ne sommes pas toujours en désaccord avec leurs conclusions, notamment lorsqu'ils montrent la différence capitale entre le RPF, aux nettes résonances fascistes, et l'UNR, parti non-idéologique du type moderne. Mais le sujet est trop grand pour simplement l'effleurer, comme le font MM. Plumyène et Lasierra. En fait, ils opèrent avec le concept de la « société industrielle » et la conformité du néogaullisme avec elle, comme si la chose allait de soi. Il eût fallu approfondir davantage. En quoi l'UNR peut-elle être considérée comme représentative d'une révolution sociologique ? En quoi sa politique a-t-elle concrètement contribué à promouvoir des forces technologiques modernes ? Par quelles initiatives juridiques a-t-elle permis à celles-ci de se couler dans un moule d'institutions adéquates ?

Ces questions ne sont pas oratoires. On aimerait connaître les réponses.

Dans le même ordre d'idées, nous nous demandons pourquoi le racisme nazi est considéré ici comme une réponse appropriée aux problèmes de la « société industrielle ». Sans doute, le Nazisme — avec Hjalmar Schacht aux Finances et à la Banque du Reich — a permis à l'Allemagne de faire des progrès industriels appréciables : un genre de « New Deal ». Mais est-ce à cause de ses folies antisémites ou en dépit d'elles ? Citons nos auteurs : « Le germain blond, grand, l'aryen, etc., n'est qu'une image transfigurée de l'homme de l'âge industriel, pur et entreprenant, dégagé de tout lien avec le passé immédiat sinon avec le passé mythique, lavé de toute contingence » (p. 204), et ils soulignent la phrase. Le moins qu'on puisse dire, c'est que voilà une affirmation sans preuve. Parlent-ils du magnat de la Ruhr ou du Scharführer S.S. ?... Que pouvaient avoir en commun ces deux hommes-là ?

Mais notre reproche le plus fondamental, c'est l'absence d'une définition du sujet. Oh ! ce n'est évidemment pas que nous désirions une « formule » d'encyclopédie. Mais il faut tout de même savoir de quoi on parle. Quelquefois, le lecteur a l'im-

pression qu'il suffit d'avoir prononcé certaines paroles, d'avoir proposé certaines réformes, d'avoir critiqués certaines institutions, d'avoir exprimé un certain malaise et douté de certains préjugés courants, pour se voir classé ici dans la catégorie du « Fascisme ». Ainsi, un livre comme *Le Matin des Magiciens* de Bergier et Pauwels, de même que la revue *Planète*, ont droit à un chapitre chez Plumyène et Lasierra (pp. 255-261) : mon Dieu, pourquoi ?

D'autre part, et c'est plus grave, lorsque Marcel Déat fait un éblouissant discours au congrès socialiste de 1933 — discours antifasciste s'il en fut (5), mais discours courageux et non-conformiste — on le voit catalogué immédiatement « fasciste de gauche », dès cette époque. Il est vrai que Déat devait finir plus tard dans le pronazisme le plus caractérisé, mais cette connaissance à posteriori que nous possédons aujourd'hui ne doit pas nous faire interpréter à cette lumière-là, son attitude de 1933. Le néosocialisme d'alors fut ce qu'il fut, mais il n'était certainement pas infecté de Fascisme dès le départ — d'ailleurs, il adhéra au Front Populaire.

Enfin, certains s'étonneront de voir que, dans ce livre, une place minime est réservée au Parti Social Français du colonel de la Rocque, organisation qui prit la suite des Croix de Feu, cette dernière étant une « ligue factieuse » interdite par le gouvernement Blum. A ce sujet, nous serions peut-être d'accord avec les auteurs. Nous aussi croyons que le PSF dans lequel la Gauche de l'époque crut voir le groupement subversif le plus dangereux, était beaucoup moins fasciste que sa réputation. A cet égard, il faut penser davantage au Parti Populaire Français de l'ancien maire communiste de Saint-Denis, Jacques Doriot : nous en reparlerons plus tard.

Mais de tels jugements personnels — qu'on les partage ou qu'on ne les partage pas — résultent toujours d'une définition préalable. Et, si tel est le cas, il vaut mieux la donner au départ. Pour juger de la plus ou moins grande « authenticité » fasciste de tel ou tel mouvement, il faut d'abord donner les critères. Puis, on verra qui y correspondra et dans quelle mesure. Bref, nous avons l'impression que MM. Plumyène et Lasierra ont leur

(5) A sa descente de tribune, le doyen des *fuorusciti* socialistes vint l'embrasser.

vision du Fascisme, mais qu'ils la laissent inexprimée et, par là, floue. La situation, à cet égard, devrait être clarifiée.

Dévoilons nos propres batteries. À notre avis, le Fascisme des années 1920 et 1930 se caractérisa par cinq critères qui, individuellement, n'étaient pas tous neufs, mais dont la convergence créa les effets explosifs que nous savons. Les voici.

D'abord, un Nationalisme exacerbé, jacobin, le plus souvent xénophobe, quelquefois (mais pas nécessairement) antisémite, centraliste à l'intérieur et agressif vers l'extérieur, un Nationalisme moderne, d'inspiration populaire et par là comparable au « jingoïsme » anglais, insistant très fortement sur la solidarité des classes dans une Nation divinisée. Un nationalisme nouveau, agressif, plébéen, qui vomissait celui des patriotards classiques, nuance-Poincaré ou nuance-Herriot. A ce sujet, il suffit de relire, dans Gilles de Drieu la Rochelle, une violente diatribe contre la vieille rhétorique chauvine, contre « le nationalisme bénisseur, hargneux et asthmatique de ce parti radical ».

Ensuite, une volonté politique constante de conquérir l'État (6), ce qui s'exprime dans la création d'un Parti de combat prétendant devenir parti unique par l'élimination de tous ses rivaux de droite ou de gauche ; une fois le pouvoir conquis, ce Parti se voudra total dans son contrôle de l'État total.

Troisièmement, un sens de la hiérarchie, concrétisé dans une conception militaire du Parti d'abord, de l'État ensuite ; au sommet de cette hiérarchie (7) se trouve le chef, le *Führer*, le *Duce* « qui a toujours raison », l'« homme fort », l'« homme providentiel » tout-puissant, généralissime dans le combat, « mono-crate » (8).

Quatrièmement, un programme économique et social vague, mais « audacieux », et certainement pas « bourgeois » (9) ; de même une attitude, pour le moins, très critique envers les forces traditionnelles de la conservation sociale : la « ploutocratie » la monarchie et l'Église ; venu au pouvoir, le Fascisme composera avec elles, mais, dans sa période « héroïque », ses adhérents auront une sensibilité anticapitaliste, républicaine et anticléricale (10).

Enfin, un culte presque mystique de la violence, un mépris intégral de l'adversaire, une préparation systématique à la guerre civile, ce qui s'exprime

dans l'organisation de troupes de choc, bien distinctes de la police et des forces armées officielles.

Résumons : Nationalisme, Totalitarisme, Culte du Chef, Non-Conformisme et Militantisme. À l'intérieur de ce cadre se tient l'essentiel du Fascisme. On peut, bien sûr, critiquer ces critères qui ne constituent qu'une hypothèse de travail, mais ils permettent au moins de nous reconnaître : on voit de quoi on parle, qui y répond et qui n'y répond pas.

Ceci dit, abordons le problème du Fascisme en France.

Ce qui nous frappe, alors, ce sont les ambitions intellectuelles du mouvement, le pullulement des sectes doctrinales, leur relative richesse en idées : à côté des groupements français, les mussoliniens et les hitlériens paraissent d'une pauvreté programmatique et idéologique extrême. Par là, en France, le Fascisme attire toute une pléiade d'écrivains et de philosophes. Qu'on pense, non seulement à L.F. Céline, mais surtout à ce pauvre et grand Drieu la Rochelle, si isolé et cherchant les « masses » pour combler sa solitude, à un esprit d'avant-garde comme Robert Brasillach, à un Fabre-Luce, à un sociologue et historien des idées comme Bertrand de Jouvenel.

Mais en écrivant ce dernier nom, nous nous sentons aussitôt sur une piste : pourquoi adhéra-t-il au PPF, sinon parce que celui-ci lui permettait de formuler des vérités d'évidence, qu'à l'époque on ne pouvait guère dire ailleurs ? Prenons un exemple. Dans un discours, reproduit dans *l'Émancipation nationale* du 16 janvier 1937, Jouvenel dit :

(6) Il est significatif que l'organe du Mouvement Social Italien actuel s'appelle *Lotta Politica*.

(7) En Italie, les fonctionnaires politiques fascistes s'appelaient « gerarchi » et une revue porta le titre de *Gerarchia I*.

(8) Le mot a été utilisé par Bolivar et repris par Salvador de Madariaga, dans sa bibliographie du « *libertador* ». En effet, Bolivar était bonapartiste beaucoup plus que démocrate.

(9) Voici comment le principal personnage de Gilles, le roman de Drieu la Rochelle, le résume : « Oui, je le vois d'ici ton parti, s'emballa-t-il soudain, ce serait notre parti à tous, un parti qui serait national sans être nationaliste (1), qui romprait avec tous les préjugés et les routines de la droite sur ce chapitre, et un parti qui serait social sans être socialiste, qui réformerait hardiment mais sans suivre l'ornière d'aucune doctrine. J'ai toujours pensé que ce siècle était un siècle de méthodes et non de doctrines ».

(10) Cette sensibilité se donna de nouveau libre cours pendant la dernière période de la guerre, lorsque Mussolini, libéré de captivité, présida la « république sociale » de Salò.

« Mes camarades, on vous a dit à l'école que la noblesse c'était quelque chose qui existait dans l'ancienne France et qui n'a plus sa place dans la France républicaine. C'est une profonde erreur. Il y a sous tous les régimes une noblesse, et le régime vaut ce que vaut sa noblesse. Regardez autour de vous : la noblesse allemande d'à présent, c'est le parti national-socialiste ; la noblesse russe d'à présent, c'est le parti communiste. Des hommes qui jouissent de certains avantages en échange des services qu'ils rendent au régime : voilà ce que c'est qu'une noblesse.

Et la France républicaine aussi a la sienne. Composée des familles qui occupent de père en fils des sièges à la Chambre ou au Sénat, dont les membres bénéficient de prébendes du régime, les sous-préfectures, préfectures, postes au Conseil d'Etat et tout le reste.

A côté de ces familles politiques, il y a des familles financières, les fameuses Deux Cents Familles. Tout cela réuni compose l'oligarchie de la III^e République ; vous savez bien : les gens dont toutes les difficultés se dissipent miraculeusement au moyen d'un déjeuner ou d'un coup de téléphone.

La France est malade de l'égoïsme de sa classe dirigeante. Cet égoïsme appelle une révolution ».

Et Jouvenel de se demander qui fera celle-ci. On devine sa réponse. Mais il n'eut pas tort de poser la question.

Bien sûr, au moment de Munich, il quitta Doriot, qui voulait « détourner l'expansion fasciste par la méthode fasciste » (d'ailleurs, il y avait certainement d'autres controverses aussi). Mais on s'explique aisément qu'un esprit aussi alerte que le futur auteur du *Pouvoir* ait cru que l'avenir était avec le PPF, ce mouvement jeune, dynamique, novateur, bien enraciné dans la « banlieue rouge » et qui offrait en tout cas bien plus d'idées originales que le Front Populaire.

En conclusion, ce fut le non-conformisme du Fascisme dans l'opposition — le phénomène est particulièrement prononcé en France — qui lui valut une part de sa popularité, au moins passagère. Beaucoup d'*angry young men* d'alors en furent proches ou même y adhérèrent, ne fût-ce que pour un temps.

D'ailleurs, il n'y avait pas seulement Doriot. Bien avant lui, Georges Valois avait tenté de réconcilier

l'idée de patrie et celle d'un Socialisme proudhonien. L'affaire s'était terminée en queue de poisson, mais là encore, en lisant les proclamations et les manifestes, on ne peut s'empêcher de penser que les gens du « Faisceau » (Léon Daudet orthographiait « Fesso ») étaient loin d'avoir entièrement tort.

Dans un sens, Valois avait sans aucun doute vu juste, en voulant réconcilier « les deux grandes tendances de notre époque », le national et le social. Pourquoi, en effet, la patrie resterait-elle l'apanage de la conservation sociale, voire de la réaction ? Et pourquoi le mouvement ouvrier s'attarderait-il à un soi-disant internationalisme, purement verbal, sans contenu réel et d'ailleurs cruellement démenti déjà par l'« union sacrée » de 1914 ? Pourquoi, en d'autres mots, ne pas réconcilier la fête de Jeanne d'Arc et le 1^{er} mai ?

C'était là présenter une question pertinente et une solution d'avenir. Plus tard, Doriot et ses amis devaient avoir la même ambition : ils fleuriront à la fois la statue de la Pucelle et le Mur des Fédérés. Était-ce par démagogie pure ? Faut-il dire avec MM. Plumyène et Lasierra (qui le constatent avec une ironie sensible) que « cet accouplement serait en France le signe idéologique distinctif du fascisme » (p. 127) ?

Pour notre part, nous jugeons les choses autrement. Il nous paraît que l'acceptation du fait national par la Gauche syndicaliste et socialiste aurait dû être fait depuis longtemps. Elle se produisit enfin — très tard, trop tard peut-être — sous l'impulsion des communistes, pendant le Front Populaire. Mais, en attendant, la place fut laissée ouverte, par conservatisme intellectuel, par simple paresse. Valois et Doriot s'empressèrent à s'installer dans ce vide. Il est difficile de le leur reprocher. Ce que, en revanche, ici encore, il faut dire — et nous regrettons que nos auteurs ne l'aient pas davantage constaté — c'est que le Fascisme a pu gagner tant d'esprits jeunes, non pas à cause des atrocités qu'il allait commettre, mais à cause des vérités qu'il sut lancer au bon moment, en les faisant servir à sa cause.

Rien n'est plus explosif que des idées partiellement justes — surtout lorsqu'un groupe humain est disposé à les recevoir. Or, cela aussi était le cas en France.

Pour bizarre que la chose puisse paraître, bien

avant 1914, il existait dans ce pays une tradition d'« Extrême-Droite » qu'on ne peut pas appeler « fasciste » (car ce serait un anachronisme), mais qui, pourtant, avait préparé le terrain. Nous avons déjà mentionné le mouvement qui porta au pouvoir Napoléon III, mais songeons aussi à la lamentable aventure du général Boulanger. Plus tard, un chauvin de très grand talent comme Maurice Barrès avait accouplé, dans son programme électoral de Nancy, les vocables « National » et « Socialisme ». Et n'oublions pas que pendant l'affaire Dreyfus, on vit paraître un quotidien antisémite, *La Libre Parole* d'Edouard Drumont — le journal devait même se maintenir pendant nombre d'années !

Toujours par manque d'un Conservatisme digne de ce nom, la Droite française, sous prétexte d'« ordre », n'avait cessé de dégager des mouvements et des doctrines qu'on peut qualifier de « protofascistes » ou de « fascistoïdes ».

Ainsi, ce n'étaient ni les idées ni les traditions qui manquaient au Fascisme français. Mais pouvaient-elles correspondre à une situation nationale dramatique, à une crise aiguë, comme c'était le cas en Italie et en Allemagne ? Eh ! bien, là non plus, les éléments du succès ne faisaient pas tous défaut.

D'une part — nous l'avons indiqué dans un précédent article sur le Front Populaire — les structures gouvernementales et parlementaires de la France étaient vermoulues. Les partis avaient donné ce qu'ils pouvaient : vers 1930, ils avaient déjà virtuellement déposé leur bilan. Ils étaient manifestement incapables à faire du neuf et qui-conque, en politique, se montre incapable de faire du neuf, mérite de se faire traiter de « vendu » (11), de « traître » et de « faux frère », même s'il n'est pas corrompu au sens précis du terme. A l'heure actuelle, l'hebdomadaire *Rivarol* continue à s'exprimer dans ce style, et il trouve des Français pour l'acheter.

D'autre part, la situation internationale de la France n'était certainement pas brillante. Le pays n'avait cessé de rater sa politique étrangère. On avait promis que « le Boche paierait », mais les réparations n'avaient fait que diviser les alliés. On avait aussi, un peu, cru à la Société des Nations, mais après 1930 il était devenu évident que Genève n'était ni une garantie de sécurité ni un instrument de désarmement. Finalement, par la voix de Briand, la France avait proposé une « Fédération euro-

péenne », mais le Quay d'Orsay lui-même était loin d'y croire, la Grande-Bretagne allait la refuser et, d'ailleurs, elle fut balayée par la crise. Bref, sans être aussi dramatiquement mauvaise que celle de l'Allemagne après Versailles, la position de la France parmi les peuples pouvait inquiéter les patriotes et leur inspirer des passions nationalistes.

Enfin, la société française ultraconservatrice de cette époque était tout de même travaillée par des forces nouvelles, ce qui suscitait à la fois la rébellion des intérêts déclinants (révolte du type Poujade) et celle des modernistes frustrés (révolte du type synarchie) (12). Les deux se tenant en équilibre et en échec, il en résulta un immobilisme dans le mécontentement généralisé : « Depuis quarante ans, l'histoire sociale de la France est ainsi jalonnée d'insurrections successives de groupes sociaux minoritaires qui, également menacés par le progrès de la société industrielle, s'excluent ou échouent à se grouper » (p. 237). Cette constatation de nos auteurs est pertinente.

En réalité, la lutte entre la France vieillotte et la France moderne était marquée par le fait que toutes les deux se trouvaient en rupture de ban avec le régime dit « parlementaire ». Entre les industriels dynamiques, indignés de la « pagaïe » politique, et les petits boutiquiers retardataires protestant contre le fisc, rien n'était commun — sauf, justement, cette aversion contre les anciens partis et l'instabilité gouvernementale, donc, contre les caractéristiques les plus apparentes des III^e et IV^e Républiques. « Il faudrait mettre bon ordre à tout cela », disaient-ils, tous. La notion du « tout cela » était différente, de part et d'autre. Mais le génie politique des chefs fascistes, ailleurs qu'en France, avait été justement de réunir tous les mécontents non-marxistes dans un « faisceau » politiquement valable, dans une « force de frappe » pour la conquête du pouvoir, dans un tout qui était cohérent... au moins provisoirement et en apparence.

Or, un tel phénomène de coagulation fasciste n'a pas eu lieu dans la France des années 1930 —

(11) Pendant la mobilisation de 1914, les défaites françaises initiales et les marches interminables apparemment sans justification, des soldats dirent à Charles Péguy : « Pour moi, mon lieutenant, nous sommes vendus ». Etrange obsession, bien française !...

(12) Les auteurs sont muets à ce sujet. On en trouvera une excellente évocation dans Paul Distelbarth, *Neues Leben in Frankreich* (1938).

malgré la crise, malgré le malaise national, malgré les théories ingénieuses des intellectuels d'Extrême-Droite, malgré les protestations ininterrompues contre un État en faillite, injuste dans sa faiblesse.

Certes, il y eut le noyau du « Francisme », créé par Marcel Bucard le 11 novembre 1933. Mais il ne fut jamais qu'une secte infime — « fascisme de laboratoire », disent à juste titre MM. Plumyène et Lasierra (p. 57). Surtout, il y eut la brusque et fulgurante flambée du Parti Populaire Français, fondé par Doriot après son exclusion du Parti Communiste et l'échec du « Parti d'Unité Proletarienne » issu de la scission dyonisienne. Elle dura de fin juin 1936 (fondation du PPF à Saint-Denis) jusqu'à fin juin 1937 (défaite électorale de Doriot au « plébiscite » municipal, dans sa propre citadelle) : le reste ne fut plus qu'épilogue. Enfin, évidemment, il y eut quelques tentatives pendant la guerre, d'opposer une « collaboration » active et idéologique — honnête et convaincue, en somme — au régime bâtard de Vichy. Mais, là aussi, les efforts de Déat et d'autres firent long feu.

Bref, en dépit des circonstances, ni sous la III^e République ni sous l'occupation, le Fascisme n'a « pris » en France. Nous nous demandons pourquoi et apercevons, quant à nous, cinq raisons.

La première cause, nous y avons déjà fait allusion, consiste dans le morcellement des forces subversives disponibles. Alors que Mussolini et Hitler n'avaient jamais connu de « concurrence » tant soit peu sérieuse, il en allait très différemment pour l'Extrême-Droite française.

Dès avant 1914, l'Action Française avait constitué un abcès de fixation dans ce domaine. Sans doute, elle n'était pas « fasciste » au sens propre du terme, mais elle satisfaisait pourtant certains besoins politiques chez nombre d'intellectuels ou semi-intellectuels. Drieu la Rochelle, qui milita au PPF, n'a jamais cessé de mentionner le Maurassisme comme une excellente école d'apprentissage et une sérieuse doctrine d'initiation. Il n'en reste pas moins que les royalistes se sont violemment opposés au différents groupements fascistes, malgré (ou peut-être même à cause de) leur relative proximité idéologique.

D'autre part, s'il est vrai que le groupement « franciste », ne se développa jamais vraiment, il constituait cependant une ponction appréciable, alors que, pendant toute l'occupation, le Rassem-

blement National Révolutionnaire de Marcel Déat et les troupes de Jacques Doriot se trouvaient constamment à couteaux tirés, les deux chefs se détestant d'ailleurs cordialement. Là encore, donc : dispersion, luttes intestines et querelles de « boutique » (13).

Enfin, et peut-être surtout, le colonel de la Rocque et son Parti Social Français constituaient, eux aussi, une diversion considérable. En effet, ce brillant officier avait tout pour plaire à une large fraction de la Droite française. Les « Croix de Feu », qu'il avait commencé par grouper autour de lui, n'étaient d'abord que des anciens combattants particulièrement méritoires. De cette manière, le mouvement représentait le désappointement et la mauvaise conscience d'un pays, qui avait trop espéré de Verdun et de Versailles. Lorsqu'elles furent transformées plus tard en troupes de choc directement politiques, elles bénéficièrent d'un préjugé favorable auprès de vastes couches de la population. Du reste, le patriotisme du Colonel ne se démentit jamais, puisqu'il finit par s'engager dans la Résistance et mourut dans un camp de concentration. Quant à ses idées, elles étaient politiquement « à droite » et socialement plutôt « à gauche » : curieux mélange de corporatisme et de socialisme modéré. Pendant le combat du 6 février 1934, il resta dans l'expectative, et cette attitude fut peut-être le facteur décisif de cette nuit-là. En décidant de ne pas risquer le tout, de ne pas attaquer le Palais-Bourbon, il sauva peut-être la République Parlementaire. S'il eût été Anglais, il aurait probablement été un *back bencher* Tory plus remuant que d'autres, mais il n'aurait certainement pas rejoint Sir Oswald Mosley dans son aventure sans issue des *British Fascists*.

En résumé, la France donna au courant fasciste universel beaucoup de manifestes, de programmes, de proclamations enflammées et même quelques éléments valables d'une philosophie politique moderne. Mais la dispersion, le manque de personnalités capables d'être des chefs, enfin, l'absence

(13) Le lecteur du petit livre de Michèle Cotta *La Collaboration 1940-1944* (Paris, Armand Colin, 1964) ne peut s'empêcher de dire: « quel extraordinaire panier de crabes ! quel décevant ramassis de groupuscules rivaux et de personnalités contrastantes ! que d'intelligence gaspillée en pure perte dans la plus lucide des confusions ! » Finalement on comprend que les fascistes français, en s'injuriant mutuellement, se soient sentis « libres » au sein de la collaboration... comme ils l'étaient sous la III^e République...

totale d'une stratégie générale, contribuèrent à la défaite du mouvement.

La deuxième cause de l'échec nous semble résider dans le caractère relativement modéré qu'eut la crise économique en France.

Alors que Mussolini avait trouvé une Italie chaotique, où la réadaptation à l'économie de paix se faisait bien mal, la France, elle, s'était plus ou moins remise du choc de la guerre dès 1925, du moins dans le domaine matériel. Encore largement agricole et stagnante, elle retombait sans trop de dégâts sur ses vieilles basses traditionnelles : aucun effondrement véritable ne se produisit à l'époque.

Mais c'est surtout la comparaison avec l'Allemagne qui fait sauter aux yeux la différence. D'abord, les classes moyennes et les rentiers d'outre-Rhin avaient été ruinés par l'inflation de l'immédiat après-guerre. Puis, la surindustrialisation et les surinvestissements américains firent de la République de Weimar un géant aux pieds d'argile. Enfin, le spectre des réparations ne cessa de hanter les imaginations, même si elles n'eurent jamais qu'une influence économique minime. Au contraire, nous l'avons dit, beaucoup de Français exprimaient sans doute leur mauvaise humeur avec beaucoup de virulence, mais le mécontentement n'est pas le désespoir. Toute la différence entre l'Allemagne et la France tient dans ces deux mots-là.

La troisième raison réside, à notre avis, dans le triomphe psychologique, passager mais réel, du Front Populaire.

Les fascistes d'Italie, eux, avaient pu s'imposer grâce à l'échec des occupations d'usines et le choc produit par les scissions récentes dans le mouvement ouvrier. Mussolini avait en face de lui un prolétariat découragé, mal conduit, ayant perdu sa confiance en lui-même.

Hitler, avait bénéficié d'avantages similaires. Le Communisme allemand avait été insurrectionnel jusqu'en 1923. Plus tard, il s'était cantonné dans l'extrémisme le plus démagogique et le plus stérile. Quant à la Socialdémocratie, elle s'était d'abord discréditée aux yeux d'une grande partie des masses en intervenant *manu militari* contre les Spartakistes. Puis, tous services rendus, elle avait été écartée du gouvernement. Enfin, pendant la crise, son réformisme de sécurité sociale s'était

effondré sous la pression de « l'armée industrielle de réserve », balayé par des millions de chômeurs.

En revanche, le Front Populaire français souleva un immense enthousiasme, dès sa création au milieu de l'année 1934. Enthousiasme qui persista jusqu'en 1937, année où Doriot fut battu à Saint-Denis. Enthousiasme qui entraîna aussi beaucoup d'éléments populaires non-prolétariens : ceux-ci eussent été, éventuellement, une clientèle pour le Fascisme, mais furent séduits pour un temps par la « mystique » du grand mouvement « républicain » et « de justice sociale ».

Lorsque, enfin, Léon Blum dut quitter le pouvoir, le danger fasciste était passé. Le Front Populaire avait au moins servi à créer un pôle d'attraction et un foyer d'espoir, pendant la courte période où le Parti Populaire Français aurait pu devenir un facteur décisif.

Et ceci nous amène à la quatrième cause que nous croyons apercevoir. En effet, à partir d'environ 1937, le Fascisme avait cessé d'être un pur mouvement d'idées, un pur mouvement de mécontentement populaire. Il était devenu en fait l'allié d'une puissance voisine qui se voulait prédominante : l'Allemagne Hitlérienne. En d'autres termes : celui qui, en France, se déclarait encore fasciste à ce moment-là, devenait par là automatiquement un membre de la « Cinquième Colonne », voire même un « agent de l'étranger ». Autrement dit encore : ce courant, qui se caractérise par son nationalisme, avait désormais contre lui le sentiment patriotique, du moins dans une certaine mesure (14). Rappelons, par exemple, dans ce contexte que la rupture entre Bertrand de Jouvenel et Jacques Doriot, s'est consommée principalement autour du débat de politique étrangère, celui-ci acceptant les accords de Munich comme une victoire du Fascisme international et une nouvelle preuve de la faiblesse républicaine française, celui-là, au contraire, estimant que devant l'urgence du péril national, il fallait rejoindre la Patrie en danger, quel que fût son régime. L'événement est caractéristique.

(14) Si l'on nous permet de nous citer nous-même, nous signalons qu'à cette époque nous avons publié une brochure sous le titre « Fascisme is landverraad ». Cet écrit parut par les soins d'un mouvement intitulé « L'Unité par la Démocratie » qui tenta de grouper en Hollande tous les anti-fascistes démocratiques et y réussit dans une large mesure... en arborant copieusement le drapeau national.

Enfin, la dernière raison de l'échec du Fascisme en France, et la plus pénible, réside peut-être dans cette lassitude générale qui régnait dans les pays démocratiques d'alors et plus particulièrement en France.

Le Fascisme, a dit Gonzague de Reynold (15) « est la revanche de la jeunesse ». La formule est sans doute trop enthousiaste. Pourtant, il est incontestable que Mussolini et Hitler furent portés au pouvoir par les classes jeunes de leurs nations. Or, en France, un vieillissement biologique s'accomplissait. Quelles furent les relations de cause à effet entre ce phénomène et la fatigue politique du pays ? Il est difficile de le définir avec exactitude, mais un lien existe probablement. Toujours est-il que la hantise de la « décadence » française obséda les meilleurs esprits fascistes. Nous la retrouvons partout dans l'œuvre de Drieu la Rochelle (et notamment dans la préface qu'en 1942 il écrivit pour son roman *Gilles*) : elle ne correspondait que trop manifestement à des réalités.

La victoire de 1918 avait coûté fort cher. Puis, on avait vécu sur des illusions, qu'elles vinssent de droite ou de gauche. Enfin, de plus en plus, les institutions se montrèrent inadéquates, et dans ces conditions le public se retirait sur ses positions de vie personnelle et professionnelle. On était vaguement pacifiste, car on voulait être laissé en paix. Ce fut cette mentalité que le Maréchal Pétain devait condamner dans ses proclamations — mentalité de « jouisseurs » — mais qu'en réalité il légitima par son attentisme.

Dans ces circonstances, il ne s'est pas produit en France, le miracle qui sauva la Grande-Bretagne :

l'élimination du grand commis Chamberlain en faveur du *leader* Churchill. Le pays s'est résigné à la guerre, sans conviction, espérant qu'il serait à l'abri de la ligne Maginot. Il fallut l'occupation et la Résistance pour qu'une élite retrouvât une vitalité militaire suffisante.

Bref, cet affaissement moral et civique, contre lequel le Fascisme avait voulu être une réaction de saine combativité, limita toute possibilité de renouveau quelle qu'elle fût. Entre la Légion des volontaires qui combattit sur le front russe d'une part, et les maquisards de l'autre, l'immense masse se cantonna dans l'attente de jours meilleurs, restant non seulement inactive, mais mal décidée dans ses espoirs. Paradoxalement, les Fascismes français eux-mêmes furent victimes du mal qu'ils auraient voulu guérir.

En 1940, le dynamisme du PPF était déjà loin. En fait, il n'avait donné que des paroles. Peu nombreux furent ceux qui, derrière Doriot, eurent le courage de leurs opinions et vinrent sceller de leur sang leur option politique. La majorité des Français approuva le régime de Vichy, bien qu'avec des réserves croissantes, au fur et à mesure que la guerre se déroulait favorablement pour les Alliés. Dans ce silence oppressé, les appels et les messages des derniers fascistes militants comptaient peu. Pour reprendre une phrase de Talleyrand : leurs manifestations constituaient à peine des « nouvelles ». Des « événements », certes point.

(15) Gonzague de Reynold, *L'Europe tragique*, Paris, Spes, 1935, p. 268.

